

équitable au problème afghan. En effet, les autorités soviétiques n'ont tenu compte d'aucune des trois résolutions adoptées par une majorité écrasante à l'Assemblée générale des Nations Unies, et elles ont rejeté toutes les autres initiatives destinées à ouvrir la voie à un juste règlement.

La vaste majorité du peuple afghan est opposée au régime actuel que l'Union soviétique a installé au pouvoir dans ce pays. En dépit de la présence de près de 100 000 troupes soviétiques, le mouvement de résistance afghan contrôle la plus grande part des campagnes et mène une lutte effective contre l'occupant soviétique. Le Gouvernement du Canada est profondément préoccupé par les souffrances et les épreuves du peuple afghan, y compris les bombardements qui font des victimes innocentes parmi la population civile, détruisant en outre leurs foyers et leurs moyens d'existence.

Témoignage flagrant des conditions pénibles imposées au peuple afghan, près de 3 millions d'habitants se sont expatriés. On calcule qu'un Afghan sur sept habite actuellement dans un camp de réfugiés à l'étranger. Le Canada a contribué plus de 13 millions de dollars aux secours aux réfugiés et entend accroître encore son aide. Cependant, cette aide ne répond qu'à un besoin immédiat. Ce dont les réfugiés ont besoin par dessus tout, c'est d'un règlement qui établira de nouveau la liberté en Afghanistan et leur permettra de retourner dans leurs fermes et leurs villages en toute sécurité et dans la dignité.

Une solution à la situation en Afghanistan ne sera possible que si les forces soviétiques se retirent et si l'on permet à la population afghane de choisir elle-même son mode de gouvernement et ses gouvernants.

Le Gouvernement du Canada engage de nouveau l'Union soviétique à donner une réponse positive aux efforts déployés par la communauté internationale en vue d'en arriver à une solution qui comprendrait le retrait des troupes soviétiques et ferait à nouveau de l'Afghanistan un pays pleinement indépendant et non aligné.